

LES DÉPÔTS IRRÉGULIERS DE DÉCHETS



© Source : pixabay.com / Auteur : Hans

SOMMAIRE

COMPRENDRE	2
1- QU'EST-CE QU'UN DÉCHET, UN PRODUCTEUR DE DÉCHETS, UN DÉTENTEUR DE DÉCHETS ?	2
2- QU'EST-CE QU'UN DÉPÔT SAUVAGE / UNE INSTALLATION DE STOCKAGE/ UNE DECHARGE ILLEGALE ?	3
3- QUELLES NUISANCES PEUVENT OCCASIONNER LES DÉPÔTS IRRÉGULIERS ?	4
CONNAÎTRE	4
1- LA CLASSIFICATION DES DÉCHETS	4
2- LES AUTORITÉS COMPÉTENTES.....	6
3- INFRACTIONS RELATIVES AUX DÉPÔTS IRRÉGULIERS DE DÉCHETS	9
AGIR	10
1- QUE FAIRE EN CAS DE CONSTATATION D'UN DÉPÔT DE DÉCHETS PRESUME IRRÉGULIER ?	10
2- QUE FAIRE SI LE MAIRE REFUSE DE METTRE EN ŒUVRE SES POUVOIRS DE POLICE ?	13
CONTACTS	14



COMPRENDRE...

1- QU'EST-CE QU'UN DÉCHET, UN PRODUCTEUR DE DÉCHETS, UN DÉTENTEUR DE DÉCHETS ?

► DÉCHET

Le Code de l'environnement définit un déchet comme « **toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire** » (☑ [Art. L.541-1-1 C. de l'environnement](#)). Par exemple des pneus, gravats, véhicules hors d'usage peuvent être des déchets. Peu importe qu'il s'agisse d'objets ou de substances en bon état.

ⓘ La jurisprudence permet d'éclaircir la notion de déchet. Par exemple, une épave de tractopelle est considérée comme un déchet et peut-être enlevée d'office après mise en demeure infructueuse (🏛️ [CAA de Lyon, 9 avril 2009, n°07LY002733](#)). Échappent cependant à la qualification de déchets les résidus de production qui ne sont pas directement recherchés par le processus de fabrication, lorsque leur réutilisation est certaine, sans transformation préalable et dans la continuité du processus de production (🏛️ [Cour de cassation, Ch. com., 3 mars 2015 n°12-24.408](#)).

► PRODUCTEUR DE DÉCHETS

Le Code de l'environnement définit également le producteur d'un déchet, le désignant comme « **toute personne dont l'activité produit des déchets (producteur initial de déchets) ou toute personne qui effectue des opérations de traitement des déchets conduisant à un changement de la nature ou de la composition de ces déchets (producteur subséquent de déchets)** » (☑ [Art. L.541-1-1 C. de l'environnement](#)).

► DÉTENTEUR DE DÉCHETS

En ce qui concerne le détenteur de déchets, celui-ci est défini comme le « **producteur des déchets ou toute autre personne qui se trouve en possession des déchets** » (☑ [Art. L.541-1-1 C. de l'environnement](#)).

ⓘ En d'autres termes, cette formule qualifie de détenteur la personne qui a les déchets en sa possession, sans qu'il puisse être dérogé à cette qualification pour une quelconque raison. Par exemple, le propriétaire d'un terrain sur lequel sont entreposés des déchets, possède les déchets en question dès lors qu'il jouit des attributs de son droit de propriété (🏛️ [Cour de cassation, 3^{ème} Ch. civ., 11 Juillet 2012, n° 11-10.478](#)).

ⓘ QUI EST RESPONSABLE ?

Le **principe général** de responsabilité est que tout producteur ou détenteur est responsable de la gestion de ses déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers (☑ [Art. L.541-2 C. de l'environnement](#) ; [Art. L.541-23 C. de l'environnement](#)). Il doit s'assurer que leur gestion est conforme à la réglementation et que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge. Dans le cas contraire, il est solidairement responsable des dommages causés par ces déchets.

L'article L.541-1-1 du Code de l'environnement précise que le détenteur de déchets est « *le producteur des déchets ou toute autre personne qui se trouve en possession des déchets* ». Ainsi, dans le cas où le producteur de déchets ne serait pas connu, ou serait insolvable, il sera possible de mettre en cause le propriétaire du terrain sur lequel les déchets sont entreposés. Sa responsabilité pourra être engagée à titre

subsidaire. Il sera considéré comme **détenteur des déchets**, notamment s'il a fait preuve de négligence¹ ([Conseil d'État, 26 juillet 2011, n°328651](#) ; [Conseil d'État, 23 novembre 2011, n°325334](#) ; ; [Cour de cassation, civ. 3^{ème}, 11 juillet 2012, n°11-10.478](#)) ou s'il ne pouvait ignorer, à la date à laquelle il est devenu propriétaire de ce terrain, d'une part, l'existence de ces déchets, d'autre part, que la personne y ayant exercé une activité productrice de déchets ne serait pas en mesure de satisfaire à ses obligations² ([Conseil d'État, 24 octobre 2014, n°361231](#)).

On peut noter que la charge de la preuve pèse sur le propriétaire du terrain, qui est présumé être le détenteur des déchets, à moins qu'il ne démontre une absence de complaisance de sa part.

2- QU'EST-CE QU'UN DÉPÔT SAUVAGE / UNE INSTALLATION DE STOCKAGE/ UNE DECHARGE ILLEGALE ?

► DÉPÔT SAUVAGE

Un dépôt sauvage est un **dépôt de déchets résultant d'actes d'incivisme** de particuliers ou entreprises et se caractérisant par l'**absence de gestionnaire du site**. Ces dépôts sont souvent dispersés et ponctuels. La réglementation européenne considère les dépôts sauvages comme « *un abandon, un rejet ou une gestion incontrôlée [de] déchets* » ([Art. 36 Directive 2008/98/CE relative aux déchets](#)). Il peut s'agir par exemple d'une épave de voiture sur un terrain.

Le Code de l'environnement précise notamment qu' « *est réputé abandon tout acte tendant, sous le couvert d'une cession à titre gratuit ou onéreux, à soustraire son auteur aux prescriptions [...] et [aux] règlements* » pris en application du même code ([Art. L.541-3 C. de l'environnement](#)).

Le Maire sera compétent pour prendre les mesures nécessaires et préserver la salubrité publique.

► INSTALLATION DE STOCKAGE ET DECHARGE ILLEGALE³

Les installations de stockage, légales ou illégales, se caractérisent par des **apports réguliers et importants de déchets** provenant de professionnels, et parfois de particuliers, pour dépôt ou enfouissement. Ces installations **doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration**, au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Les activités en lien avec les déchets sont prévues aux rubriques **27XX de la nomenclature ICPE**.

ⓘ Depuis le 1^{er} janvier 2015, l'instruction et le contrôle des installations de stockage de déchets inertes sont assurés par le **service d'inspection des installations classées de la DREAL**.

Les **décharges illégales** sont donc des installations professionnelles dont l'**autorisation ICPE fait défaut**. Elles sont exploitées ou détenues par une entreprise, un particulier ou une collectivité. Elles comportent parfois du **matériel** (chargeur, concasseur...) et du **personnel**. L'entrée sur le site des déchets fait souvent l'objet d'une contrepartie financière.

Le Préfet sera compétent pour prendre les mesures de police qui s'imposent au titre de la réglementation ICPE ([Art. L.171-7 et L.171-8 du C. de l'environnement](#)). Ces installations devront faire l'objet d'une régularisation administrative ou être fermées.

¹ [www.dalloz.fr](#), *Le propriétaire d'un terrain sur lequel des déchets sont entreposés en est le détenteur* – Conseil d'Etat 26 juillet 2011, Lebon 2011

² [www.dalloz.fr](#), *Sols pollués : précisions sur la notion de « détenteur des déchets »* – Conseil d'Etat 24 octobre 2014, Lebon 2014

³ Voir fiche FNE PACA sur la réglementation ICPE

⚠ Si le Maire a connaissance d'une telle installation illégale sur son territoire et qu'il n'en informe pas le préfet, il peut voir sa responsabilité engagée (🏛️ [Conseil d'Etat n°293210 Commune de Taverny, 13 juillet 2007](#)).

3- QUELLES NUISANCES PEUVENT OCCASIONNER LES DÉPÔTS IRRÉGULIERS DE DÉCHETS ?

Les nuisances provoquées par les dépôts irréguliers de déchets sont multiples. D'une part, ces dépôts portent **atteinte à l'esthétique du paysage**. Cette dimension visuelle est d'ailleurs prise en compte par le Code de l'environnement (📄 [Art. 541-1, 3° C. de l'environnement](#)). D'autre part, au contact des écosystèmes, les déchets peuvent générer **pollutions des eaux, de l'air et des sols**.

La faune et la flore en sont tout autant touchées.

Enfin, ces dépôts peuvent avoir des **impacts sur la santé humaine**, notamment du fait du développement et de la diffusion de substances pathogènes.



CONNAÎTRE...

1- LA CLASSIFICATION DES DÉCHETS⁴

Les déchets peuvent être classés selon **plusieurs catégories**, pouvant dépendre de leur **producteur**, de leurs **propriétés**, ou encore du **secteur** où ils sont produits. Cette classification permet notamment d'identifier les normes qui doivent être appliquées par les acteurs de la gestion des déchets.

CLASSIFICATION SELON ...	
...le PRODUCTEUR du déchet	...les CARACTÉRISTIQUES du déchet
<p>LES DÉCHETS MÉNAGERS</p> <p>L'article R.541-8 du Code de l'environnement définit un déchet ménager comme « tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur est un ménage ».</p> <p>Si ces déchets sont communément appelés « ordures ménagères », les déchets ménagers correspondent surtout aux déchets collectés dans le cadre du service public d'élimination des déchets, relevant de la responsabilité des collectivités territoriales⁵.</p>	<p>LES DÉCHETS DANGEREUX</p> <p>L'article R.541-8 du Code de l'environnement identifie un déchet dangereux comme un déchet présentant « une ou plusieurs des propriétés de dangers énumérées dans la législation européenne. Ils présentent un risque pour la santé ou l'environnement et nécessitent un traitement adapté. Il peut notamment s'agir des déchets inflammables ou toxiques.</p> <p>Une partie de ces déchets dangereux, les déchets dangereux diffus, sont produits par les petites entreprises, les activités de soins et les ménages. Ils constituent environ 60% des déchets dangereux collectés en région PACA, notamment via le réseau de déchetteries.</p> <p>À titre d'exemple il peut s'agir d'huiles de vidange, peintures, vernis, mégot, résidus de médicaments, radiographie etc.</p>

⁴ [Différentes catégories de déchets](#), 13 février 2017 [consulté le 30 août 2019]

⁵ [Dictionnaire environnement – Définition – Les déchets ménagers](#) (DM), site Actu environnement [consulté le 30 août 2019].

	On estime que 40% des déchets dangereux produits en région Provence-Alpes-Côte d'Azur échappent au circuit de traitement adapté aux déchets dangereux, parce qu'ils sont mal, voire pas collectés (dans des dépôts sauvages par exemple).
<p>LES DÉCHETS D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES (DAE)</p> <p>Selon l'article R.541-8 du Code de l'environnement, « tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur initial n'est pas un ménage » est un déchet d'activité économique.</p> <p>Sont notamment concernés les gisements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entreprises industrielles et du BTP - Artisans et commerçants - Services publics (écoles, administrations...) - Professionnels de santé (hôpitaux publics et cliniques privées, médecins...) - Services tertiaires - Particuliers hors de leurs domiciles (déchets des établissements recevant du public, transports...) <p>En principe, les DAE devraient être collectés séparément des déchets ménagers, par des opérateurs privés. Or, une bonne partie des DAE, notamment ceux des écoles, et administrations, reste encore collectée par les opérateurs publics. C'est la part dite « assimilée » des DMA (Déchets Ménagers et Assimilés) car ils sont collectés en mélange avec les déchets ménagers.</p> <p>Les déchets assimilés sont des DAE que l'on peut considérer comme les déchets courants des petits commerces, des artisans, des services, qui sont présentés sur le trottoir dans les mêmes récipients que les ordures ménagères, et qu'il est bien souvent impossible de distinguer, lors de la collecte, des déchets ménagers.⁶</p>	<p>LES DÉCHETS NON DANGEREUX (DND)</p> <p>Selon l'article R.541-8 du Code de l'environnement, il s'agit de « tout déchet qui ne présente aucune des propriétés qui rendent un déchet dangereux ». Il s'agit par exemple des déchets de verre ou de plastique, de bois, des biodéchets etc.</p> <p>LES DÉCHETS INERTES</p> <p>L'article R.541-8 du Code de l'environnement identifie un déchet inerte comme « <i>tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine.</i> »</p> <p>LES BIODÉCHETS</p> <p>Selon l'article R.541-8 du Code de l'environnement, il s'agit de « tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires. »</p>

Au niveau européen, la « **nomenclature des déchets** » (ou « catalogue européen des déchets ») est une codification réglementaire qui permet d'identifier chaque type de déchet par un **code à six chiffres faisant référence au secteur de production du déchet**.

❶ Ce catalogue se trouve au sein de la [Décision 2014/955/UE de la Commission du 18 décembre 2014](#).

⁶ [Dictionnaire environnement – Définition – Déchets d'activités économiques \(DAE\)](#), site Actu environnement [consulté le 30 août 2019]

2- LES AUTORITÉS DE POLICE COMPÉTENTES

► LE MAIRE

Le Maire dispose de **pouvoirs de police spéciale en matière de déchet** au titre de [l'article L.541-3 du Code de l'environnement](#). Dès lors qu'un dépôt sauvage est constaté sur sa commune, il est tenu de mettre en œuvre les prérogatives qu'il détient au titre de cet article.

Face à une décharge sauvage dont il connaît le producteur, ou à défaut, le détenteur :

Étape n°1. – Le Maire avise le producteur ou le détenteur des déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt. Il l'informe de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de 10 jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Si aucune réponse n'a été apportée dans ce délai ...


Étape n°2. – Il peut mettre en demeure le responsable de se conformer à la réglementation et lui ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 euros.

A l'issue de ce délai, si aucune réponse n'a été apportée, le Maire peut prendre un arrêté de sanction motivé.

Étape n°3 – Cet arrêté peut :

1) obliger le détenteur des déchets identifié (producteur ou propriétaire) à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des mesures prescrites, laquelle est restituée au fur et à mesure de l'exécution de ces mesures (...);

2) faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites (...)


 Par exemple, le Maire peut faire procéder à l'enlèvement de pneus, métaux, bois, ordures ménagères et denrées périssables en décomposition aux frais du responsable ([CAA de Versailles, 18 mai 2010, n°09VE02625](#)) ;

3) suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations, ou l'exercice des activités qui sont à l'origine des infractions constatées jusqu'à l'exécution complète des mesures imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4) ordonner le versement d'une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € courant à compter d'une date fixée par la décision jusqu'à ce qu'il ait été satisfait aux mesures prescrites par la mise en demeure. (...);

5) ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 150 000 €. La décision mentionne le délai de paiement de l'amende et ses modalités.

En application du **VI de l'article L. 541-3** dans sa rédaction issue de la [loi n° 2020-105 du 10 février 2020](#) relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, les amendes administratives et l'astreinte journalière sont recouvrées au bénéfice de l'autorité administrative les ayant prononcées.

Le Maire dispose également de **pouvoirs de police générale** au titre des articles [L.2212-1](#) et [L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales](#): « *La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment : [...] 5° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires [...] les pollutions de toute nature [...]* » ( [Art. L.2212-2 Code Général des Collectivités Territoriales](#)).

Il peut également agir « *en cas de danger grave ou imminent, tels que les accidents naturels prévus au 5° de l'article L.2212-2 [...]* » ( [Art. L.2212-4 Code général des Collectivités Territoriales](#)).

Le Maire et ses adjoints sont compétents pour dresser des PV au titre de leurs pouvoirs de police.

► LE PRESIDENT DE L'INTERCOMMUNALITE

① Depuis la loi NOTRe, la compétence de collecte et de transfert des déchets ménagers et assimilés (collecte porte à porte, réseau de déchetteries, encombrants, etc.) est obligatoirement transférée à l'intercommunalité lorsqu'il y en a une.

L'article L.5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales précise que : « I- B Sans préjudice de l'article L. 2212-2, lorsqu'un groupement de collectivités est compétent en matière de collecte des déchets ménagers, les maires des communes membres de celui-ci ou membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre membre du groupement de collectivités peuvent transférer au président de ce groupement les prérogatives qu'ils détiennent en application de l'article L. 541-3 du code de l'environnement.».

Le Président de l'EPCI peut recruter un ou plusieurs agents de police municipale en vue d'assurer l'exécution des décisions qu'il prend au titre des pouvoirs de police qui lui ont été transférés. Ces agents, mis à la disposition des communes membres de l'EPCI, exercent, sur le territoire de chaque commune où ils sont affectés, les compétences mentionnées à l'article L. 511-1 du Code de la Sécurité intérieure. Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire d'une commune, ils sont placés sous l'autorité du Maire de la commune concernée.

Par ailleurs, les agents de police municipale des communes membres mis à disposition par convention peuvent assurer, sous l'autorité du président de l'EPCI, l'exécution des décisions prises conformément aux attributions transférées par les maires des communes membres.

► LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT

Le Préfet est compétent pour tout ce qui relève de la réglementation ICPE en lien avec les services de la DREAL. L'article R.541-12-16 du Code de l'environnement dispose en effet : « Sans préjudice de dispositions particulières, lorsque les dispositions du présent titre s'appliquent sur le site d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'autorité titulaire du pouvoir de police mentionnée à l'article L. 541-3 est l'autorité administrative chargée du contrôle de cette installation ».

Il en résulte que lorsque les services de l'Etat sont informés de l'existence d'une décharge illégale, ils doivent identifier l'exploitant, à défaut le propriétaire du terrain et lui appliquer la procédure prévue à l'article L.171-7 du Code de l'environnement.

Étape n°1. – Si une installation est exploitée sans respecter les formalités réglementaires requises, le Préfet doit mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation dans un délai qu'il détermine et qui ne peut excéder 1 an.

Il peut également suspendre l'activité de l'ICPE et/ou mettre en œuvre des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure.

Il peut enfin :



1° Ordonner le paiement d'une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € jusqu'à satisfaction des de l'arrêté de mise en demeure ;


2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites.


A l'issue du délai fixé, si aucune réponse n'a été apportée à la mise en demeure, ou si la demande de régularisation de l'ICPE est rejetée ...

Étape n°2. – Le Préfet ordonne la fermeture de l'installation et la cessation de l'activité illicite ainsi que la remise en état des lieux.


Il peut également faire application d'une des mesures prévues au II de l'article L.171-8 du C. de l'environnement (astreinte, amende administrative, consignation entre les mains d'un comptable public...).

 Par exception, en cas de danger grave et imminent, mettant en péril la salubrité ou sécurité publique, le Maire peut prendre des mesures d'urgence provisoires et en informer le Préfet ( art. L2212-4 du C. général des collectivités territoriales).

Le Préfet détient par ailleurs un pouvoir de substitution en cas d'inertie du Maire dans l'exercice de ses pouvoirs de police ( Art. L.2215-1 du C. général des collectivités territoriales). Après mise en demeure du Maire restée sans effet, il peut prendre des mesures pour garantir la salubrité publique.

Le Conseil d'État a ainsi eu l'occasion de juger que : *« l'article L. 541-3 confère à l'autorité investie des pouvoirs de police municipale la compétence pour prendre les mesures nécessaires pour assurer l'élimination des déchets dont l'abandon, le dépôt ou le traitement présentent de tels dangers ; que ces dispositions ne font toutefois pas obstacle à ce que le préfet, (...) en cas de carence de l'autorité municipale dans l'exercice des pouvoirs de police qui lui sont conférés au titre de la police des déchets, prenne sur le fondement de celle-ci, à l'égard du producteur ou du détenteur des déchets, les mesures propres à prévenir toute atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement, (...) »* ( Conseil d'Etat, n°287674, 11 juillet 2007).

Enfin, le Préfet arrête le **règlement sanitaire départemental** (RSD) qui a force contraignante.

 En l'absence de producteur ou détenteur identifié, ou s'il est insolvable, la charge financière de l'élimination des déchets et de la remise en état devra être supportée par la collectivité ou par l'Etat qu'il s'agisse d'un dépôt sauvage ou d'une décharge illégale.

Le V de l'article L.541-3 prévoit que : *« Si le producteur ou le détenteur des déchets ne peut être identifié ou s'il est insolvable, l'Etat peut, avec le concours financier éventuel des collectivités territoriales, confier la gestion des déchets et la remise en état du site pollué par ces déchets à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)⁷, ou à un autre établissement public compétent ».*

⁷ Aux termes de l'article 22-3 de la loi n° 75-663 du 15 juillet 1975 : *« Il est créé au sein de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie un **fonds de modernisation de la gestion des déchets**. (...) Ce fonds a pour objet : (...) la participation au financement de la remise en état d'installations de stockage collectif de déchets ménagers et assimilés et des terrains pollués par ces installations ; la participation au financement du traitement et de la réhabilitation des sites pollués, autres que ceux visés au cinquième alinéa, lorsque cette participation est devenue nécessaire du fait de la défaillance de l'exploitant ou du détenteur. ; (...) ».*

3- INFRACTIONS RELATIVES AUX DÉPÔTS IRRÉGULIERS DE DÉCHETS

INFRACTIONS	TEXTES PRESCRIPTIFS	TEXTES FIXANT LES SANCTIONS PÉNALES	QUANTUM DES PEINES
<p>Abandon ou dépôt dans des conditions contraires aux dispositions du Code de l'environnement par un producteur ou un détenteur autre qu'un ménage.</p> <p><i>Ex : Dépôt de déchets par une entreprise sur un terrain public ou privé ne relevant pas de critères ICPE (véhicules terrestres hors d'usage sur moins de 100 m², déchets d'équipements électriques et électroniques d'un volume inférieur à 100 m³...)</i></p>	<p>- Art. L.541-2 C. env.</p> <p>- Art. L.541-3 C. env.</p>	<p>- Art. L.541-46 C. env.</p>	<p>2 ans de prison et/ou 75 000 € d'amende</p>
<p>Méconnaissance des prescriptions relatives à la collecte, au transport ou aux opérations de courtage ou de négoce de déchets par un professionnel se livrant à ces activités.</p> <p><i>Ex : Transport de plus de 100 kg de déchets dangereux ou de plus de 500 kg de déchets non dangereux par une entreprise non ICPE sans avoir effectué la déclaration en préfecture.</i></p>	<p>- Art. L.541-8 C. env.</p>	<p>- Art. L.541-46 C. env.</p>	<p>2 ans de prison et/ou 75 000 € d'amende</p>
<p>Gestion des déchets sans satisfaire aux prescriptions concernant les caractéristiques, les quantités, les conditions techniques et financières de prise en charge des déchets et les procédés de traitement mis en œuvre.</p> <p><i>Ex : Brûlage de déchets par une entreprise.</i></p>	<p>- Art. L.541-2 C. env. et suiv.</p> <p>- Art. L.541-7-2 C. env.</p> <p>- Art. L.541-21-1 C. env. et suiv.</p>	<p>- Art. L.541-46 C. env.</p>	<p>2 ans de prison et/ou 75 000 € d'amende</p>
<p>Non-respect du règlement sanitaire départemental</p> <p><i>Ex : brûlage de déchets ménagers (hors dérogation prévue par le RSD)</i></p>	<p>- Art. L.1311-2 C. de la santé publique</p>	<p>- Art. 7 Décret 2003-462 du 21 mai 2003</p>	<p>Amende de 450 € pour contravention de 3^e classe</p>
<p>Dépôt, abandon ou déversement, en lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, des ordures et déchets. (Hors le cas prévu par l'article R.635-8)</p> <p><i>Ex : dépôt par un particulier de déchets sur un terrain public ou privé non transportés par véhicules.</i></p>	<p>- Art. R.632-1 C. pénal</p> <p>- Art. R.541-76 C. env.</p>	<p>- Art. R.632-1 C. pénal</p> <p>- Art. R.541-76 C. env.</p>	<p>Contravention de 2^e classe</p>

<p>Dépôt, abandon ou déversement, en lieu public ou privé, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, soit une épave de véhicule, soit des ordures, déchets lorsque ceux-ci ont été transportés avec l'aide d'un véhicule.</p> <p><i>Ex : dépôt par un particulier de déchets sur un terrain public ou privé transportés par véhicules.</i></p>	<p>- Art. R.635-8 C. pénal</p> <p>- Art. R.541-77 C. env.</p>	<p>- Art. R.635-8 C. pénal</p> <p>- Art. R.541-77 C. env.</p>	<p>Contravention de 5^e classe et confiscation de la chose ayant servi à commettre l'infraction (véhicule...)</p>
<p>Exploitation d'une ICPE en l'absence d'autorisation ou d'enregistrement</p>	<p>Délit puni d'un an d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende - Art. L.173-1 C. de l'environnement)</p>		
<p>- Absence de déclaration de l'installation - Non-respect des prescriptions techniques générales ou particulières - Absence de déclaration d'accident ou d'incident ou déclaration tardive</p>	<p>Contravention de 5^e classe (1 500 € d'amende - Art. R.514-4 C. de l'environnement)</p>		
<p>Non-respect d'un arrêté de mise en demeure</p>	<p>Délit puni de 2 ans d'emprisonnement et de 100 000 € d'amende - Art. L.173-1 C. de l'environnement)</p>		



AGIR...

1- QUE FAIRE EN CAS DE CONSTATATION D'UN DÉPÔT DE DÉCHETS PRESUME IRREGULIER ?

✓ **RELEVER LES RENSEIGNEMENTS UTILES.** - Avant d'engager toute démarche, il est nécessaire de récolter le plus d'informations possibles :

- **Situer géographiquement le dépôt.** - La première chose à faire consiste à localiser le dépôt de déchets : sur quelle commune se situe le dépôt ? Sur quelle(s) parcelle(s) ?

ⓘ Des indications topographiques peuvent notamment être utiles afin d'évaluer les nuisances potentielles : dans un vallon, au bord d'un ravin, dans un secteur boisé classé, à proximité d'un ruisseau ...

Le milieu aquatique est particulièrement sensible. La présence d'une espèce protégée sur le site impacté est un argument supplémentaire.

- **Identifier les nuisances et la sensibilité de la zone.** – Exemples de nuisances : esthétiques, fumées (brûlage), odeurs, dispersion de déchets, impact sur le milieu aquatique...
- **Vérifier que ce site ne bénéficie pas d'autorisation administrative.** – Si le site est encadré par un arrêté d'autorisation, vérifier s'il respecte bien ses prescriptions.

- **Identifier le « détenteur » des déchets.** – C'est le détenteur des déchets qui est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du Code de l'environnement. Toute information qui pourra permettre d'identifier le producteur est donc à relever (plaque d'immatriculation par exemple).
- **Identifier le propriétaire du terrain.** – Afin de déterminer le propriétaire du terrain, il convient de localiser le dépôt de la manière la plus précise possible. La localisation peut se faire à partir d'une carte IGN, ou d'un GPS afin de se reporter ensuite au cadastre. La consultation du cadastre permet ensuite d'identifier le propriétaire immobilier. Il est également important de déterminer si ce dernier a connaissance des dépôts et s'il a pris des dispositions visant à les empêcher. N'ayant pas pris ses dispositions, il pourra alors être considéré comme détenteur, donc responsable.
- **Caractériser les déchets et le dépôt.** – Il faut s'assurer au préalable que l'amoncellement d'objets dont il s'agit, constitue assurément des déchets. Si, dans la plupart des cas, le doute n'est pas permis, il y a lieu parfois de s'assurer qu'il ne s'agit pas d'un dépôt d'objets ou de matériaux destinés à être ultérieurement utilisés.

Une fois la conviction acquise qu'il s'agit bien de déchets, il est indispensable de déterminer l'importance du dépôt [étendue, hauteur, volume, ancienneté du/des dépôt(s)] et la nature des déchets [déchets inertes (gravats, maçonnerie sauf plâtre...), ordures ménagères, encombrants (appareils électroménagers, matelas...), déchets toxiques (pots de peinture, batteries, engrais, produits d'entretien...), carcasse de véhicule...], par catégories, afin de connaître leur nocivité respective et de qualifier juridiquement les infractions.

Cela vous permettra également de déterminer à quelle autorité il faut vous adresser : pour un simple **dépôt sauvage**, l'autorité compétente est le maire, mais pour une **ICPE irrégulière**, l'autorité compétente est le préfet.

ⓘ La preuve des faits peut être apportée par tous moyens : témoignage, photographie, constat d'huissier.

⚠ Attention toutefois à ne pas vous placer vous-même en situation d'infraction en pénétrant sur une propriété privée.

✓ **ENGAGER UNE DÉMARCHE AMIABLE ET/OU ADMINISTRATIVE ET/OU PÉNALE.** - Les démarches amiables, administratives et pénales sont **indépendantes** ; les trois démarches **peuvent ainsi être menées conjointement**.

■ DÉMARCHE AMIABLE

La démarche amiable est susceptible d'aboutir rapidement lorsque le détenteur des déchets est de bonne foi.

→ **Privilégier le contact.** – Un contact avec le déposant des déchets et/ou le propriétaire du terrain peut suffire à rappeler les obligations de chacun. Un entretien donne l'occasion de s'assurer que le propriétaire immobilier n'a pas commis de faute en faisant preuve de négligence par exemple. Si les déchets ont été déposés sur son terrain avec son accord ou s'il n'a pas manifesté son désaccord, sa responsabilité pourra être engagée.

ⓘ Il est parfois nécessaire d'appuyer cette prise de contact par un courrier qui sera de préférence envoyé en recommandé avec accusé de réception.



→ **Tenir informés les autorités locales et services de l'Etat.** – Il est important d'avertir en parallèle les services de la municipalité et/ou de la DREAL, selon la nature du dépôt de déchets.



En cas d'échec de cette démarche amiable, il est envisageable d'engager une démarche administrative et/ou pénale...

■ DÉMARCHE ADMINISTRATIVE

En présence d'un dépôt sauvage, le Maire est tenu de mettre fin à l'infraction. En tant que citoyen, vous pouvez lui demander qu'il mette en œuvre les prérogatives dont il dispose en vertu de l'article L.541-3 du Code de l'environnement.

Il peut par ailleurs :

- par arrêté motivé, interdire ou limiter l'accès de certaines voies aux véhicules pour des motifs de « protection des espèces animales ou végétales, soit la protection des espaces naturels, des paysages ou des sites... » ( [Art.L.2213-2](#) et [2213-4 C. général des collectivités territoriales](#)) ; et donc limiter l'accès à certaines décharges sauvages.
- mettre en demeure le propriétaire d'un terrain non bâti mal entretenu de l'entretenir puis faire procéder d'office à cet entretien, notamment pour des motifs environnementaux ( [Art. L.2213-25 C. général des collectivités territoriales](#)).

 Sachant que l'encombrement par gravats et divers débris de chantiers est considéré comme un mauvais entretien ( [CAA de Nancy, 11 février 2010, n°09NC00279](#)).

En présence d'une décharge illégale relevant de la réglementation ICPE, les services de l'Etat sont également tenus d'agir.

■ DÉMARCHE PÉNALE

La démarche pénale peut être enclenchée par le dépôt d'une plainte ou par la transmission d'un procès-verbal de constat au Procureur de la République.

Déposer plainte⁸ :

Qui peut déposer plainte ? - Le Maire lui-même, mais également toute association justifiant d'un intérêt à agir.

- Pour caractériser une infraction, il faut démontrer l'existence de trois éléments : l'élément légal (fait prévu par la loi), l'élément matériel (le geste, l'action) et l'élément moral (l'intention de faire).

La preuve de l'infraction peut être apportée par tout moyen :

- Témoignage et photographie
- Constat d'huissier

Déposer sa plainte. - Il est possible de le faire oralement à la gendarmerie territorialement compétente ou de l'envoyer par lettre recommandée avec accusé de réception au Procureur de la République du Tribunal judiciaire territorialement compétent. Dans tous les cas, il faut demander un récépissé de plainte afin d'en conserver la preuve du dépôt.

Constater ou faire constater l'infraction :

Qui peut effectuer ce constat ? - En matière de déchets, le Maire et ses adjoints ainsi que les agents de police municipale sont compétents pour dresser ce type de constat. Les autres agents compétents sont énumérés à l'article [L. 541-44 du Code de l'environnement](#).

⁸ Voir fiche sur l'action pénale des associations


Les agents habilités doivent dresser un procès-verbal (PV) d'infraction qui sera transmis sans délai au Procureur de la République. Le PV de constat fait foi jusqu'à preuve du contraire.

Et ensuite...

Une fois la plainte déposée et/ou le PV transmis au Procureur de la République, c'est lui qui apprécie l'opportunité des poursuites à engager.

2- QUE FAIRE SI LE MAIRE REFUSE DE METTRE EN ŒUVRE SES POUVOIRS DE POLICE ?

La responsabilité du Maire peut être engagée devant le juge administratif s'il n'a pas exécuté toutes les diligences nécessaires pour faire cesser l'infraction.

 Le juge administratif a rappelé à plusieurs reprises que le Maire a l'obligation d'ordonner la suppression des dépôts sauvages, y compris sur des propriétés privées, sous peine de voir la responsabilité de la commune engagée ([Conseil d'État, 28 octobre 1977, Commune de Merfy, n°95537](#) ; [Conseil d'Etat n°397031 Commune De Six-Fours-les-Plages, 13 octobre 2017](#)).

✓ **Lorsque le producteur ou détenteur des déchets est connu** : Si malgré vos alertes vous n'avez pas de réponses des services de la commune, vous pouvez envoyer un courrier recommandé avec AR pour demander au Maire de dresser un PV d'infraction au titre de ses pouvoirs de police.

En cas d'absence de réponse, vous pouvez signaler au Préfet la carence du Maire.

Vous pouvez également introduire une requête⁹ devant le tribunal administratif compétent pour obtenir l'annulation de la décision de refus du Maire à votre demande et l'enjoindre à dresser un PV. Ce PV pourra vous permettre d'initier une procédure pénale contre le détenteur des déchets.

Une procédure administrative étant longue, elle ne mérite d'être lancée que si le Maire de votre commune est manifestement de mauvaise foi et refuse d'agir alors qu'il a connaissance de l'identité du détenteur.

Dans la réalité, la majorité des maires peinent à identifier les responsables des dépôts sauvages qui polluent leurs communes.

✓ **Lorsque les dépôts sauvages sont situés sur des terrains communaux** : Dans ce cas, la commune est détentrice des déchets. Elle doit s'assurer de leur élimination et de la remise en état du site. Elle doit également prendre les mesures nécessaires pour préserver ces espaces de dépôts futurs et ne pas être considérée comme négligente.

Si les dépôts sont de grande ampleur, il s'agit peut-être d'une décharge illégale et vous pouvez saisir les services de l'Etat.

Des poursuites pénales pourraient être engagées contre une commune qui aurait été complaisante avec les dépôts et aurait laissé faire.

La responsabilité pénale des élus est encadrée par les [articles L.2123-34 et suiv. du Code général des collectivités territoriales](#).

⁹ Voir fiche de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le recours pour excès de pouvoir

■ CONTACTS

DDT Alpes-de-Haute-Provence Avenue Demontzey BP 211 04002 Digne-les-bains Cedex Tél : 04 92 30 55 00	DDT Hautes-Alpes 3, place du Champsaur BP 98 05000 Gap Tél : 04 92 40 35 00	DDTM Alpes-Maritimes Centre administratif départemental 147, boulevard du Mercantour Bâtiment "Cheiron" 06200 Nice Cedex 3 Tél : 04 93 72 72 72
DDTM Bouches-du-Rhône 16, rue Antoine-Zattara 13332 Marseille Cedex 3 Tél : 04 91 28 40 40	DDTM Var 244, avenue de l'Infanterie-de-Marine 83000 Toulon Tél : 04 94 46 83 83	DDT Vaucluse Cité Administrative Av. du Septième Génie - Direction départementale des territoires 84000 Avignon Tél : 04 90 80 85 00

DREAL PACA

16, rue Zattara CS 70248 13331 - Marseille cedex 3	Tél. accueil : 04 88 22 61 00 Site internet : http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=sommaire
--	--